

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 636

Artikel: Armée suisse : grandes manœuvres pour un mythe
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013022>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Grandes manœuvres pour un mythe

Adopté en 1975, le plan-directeur «Armée-80» sert de cadre de réflexions et d'action aux responsables de notre armée. Son exécution détermine la planification et inspire les demandes de budget militaire. Mais déjà se prépare, en fonction des rapports pluriannuels du Département militaire, le modèle «Armée-90». Ainsi le veut la prospective qui tenant compte de l'allongement de la recherche et du développement dans le domaine des armes modernes, façonne sans cesse le visage de la guerre future. Aujourd'hui se prépare à Berne l'armement et la façon de combattre de recrues encore au berceau, si elles ne sont pas encore à naître! Faisons le point, hors anathèmes!

L'effervescence règne donc dans les têtes militaires et pensantes. Au point que le chef d'Etat-major général dut réclamer une pause, il y a quelques mois, en prenant son commandement!

Du côté des partis, on fourbit aussi ses armes. Les socialistes ont repris à leur compte, après l'avoir laissée tomber, l'idée gauchiste du référendum en matière d'armement, qui dresse contre elle les partis bourgeois et le Département militaire. Radicaux, démocrates-chrétiens, libéraux se penchent également sur les questions militaires, ou annoncent qu'ils se préparent.

UN PRÉCÉDENT

L'actualité, certes, peut expliquer aussi ce subit retour de la paix et de la guerre dans les préoccupations des milieux politiques. Mais l'enjeu fonda-

mental, s'il y a enjeu, est bien militaire et national. La Société suisse des officiers, forte de ses 34 000 membres, intervient également. Après ses douze thèses sur la paix et la politique extérieure de la Suisse, en réponse aux pacifistes, elle publie dans le premier numéro de cette année de l'*Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, ses propositions pour les années nonante, fruit d'une réflexion de plus d'un an.

La discussion fort vive qui a éclaté au Département militaire n'est pas étrangère à cette prise de position. Lors de la grande controverse des années soixante, la Société suisse des officiers s'était trouvée au centre du conflit. Aujourd'hui elle intervient publiquement dans le débat, avant même que ce dernier s'ouvre au Parlement et dans les partis, comme s'il s'agissait d'une procédure de consultation dans le cadre de l'élaboration d'une loi. Intéressant précédent!

RIEN DE NOUVEAU CHEZ LES OFFICIERS

L'étude des officiers ne propose en réalité aucun bouleversement, mais, comme le préconise apparemment aussi le Département militaire, une adaptation de notre armée à l'environnement interne et externe et aux menaces effectives et potentielles que l'on peut prévoir pour les années nonante. A dire vrai, elle ne prend en compte réellement qu'une seule menace, la plus grave, mais non la plus probable, un conflit entre les troupes de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie. Admettant que la défense suisse repose toujours sur l'idée de la dissuasion, et l'engagement des troupes sur la conception de 1966, elle relève les lacunes dans la réflexion, la formation et le matériel militaire de notre pays: absence d'une réserve d'armée, formation trop limitée des spécialistes, étant donné le caractère milicien même des armes hautement techniques, lacunes dans la défense antichar et anti-aérienne, manque de mobilité des troupes, etc... Le constat n'a rien d'original, sauf peut-être en ce qui

concerne la réserve, et rejoint celui que dresse depuis des années le Département militaire.

Le débat parlementaire sur les blindés l'avait déjà prouvé: il existe entre l'idée d'une dissuasion forte, qui fonde la conception de 1966, et les moyens maintenant à disposition, un fossé qui va s'élargissant.

SOPHISTICATION OU QUANTITÉ

Mais comment faire autrement? Le problème est financier, mais pas uniquement. Jusqu'en l'an 2000 l'effectif de l'armée va diminuer de 70 000 hommes, en raison de la courbe démographique. Les places d'armes sont trop petites, l'entraînement des troupes insuffisant. Chars et avions vieillissent, trop peu nombreux. Un peu partout la technicité, la sophistication, partant le coût croissant de l'armement, posent aux responsables militaires, mais aussi aux hommes politiques et aux citoyens, qui sont aussi soldats, un dilemme qui n'est pas nouveau. N'est-il pas plus sage de renoncer à un équipement, même très élaboré, s'il demeure en quantité insuffisante? Ne vaut-il pas mieux accorder ses préférences à la quantité, mais plus simple?

Nous pouvons déjà aujourd'hui mesurer la dérive de l'institution militaire par rapport à la conception de 1966 qui est censée l'inspirer toujours et dont tout le monde se réclame encore, la Société suisse des officiers en tête.

LA DÉRIVE

La défense selon cette conception doit reposer sur une occupation réelle du territoire, s'ancrer dans un terrain préparé et opérer par le moyen de contre-attaques locales; elle doit être une défense mobile et offensive.

Dans la réalité la troupe aujourd'hui s'est enterrée. Fixées au terrain par leurs fortifications, leurs PC,

leurs points de ravitaillement, leurs liaisons avec la défense territoriale et l'autorité politique, les grandes unités sont devenues des corps immobiles, ce que traduit bien l'indifférenciation croissante, ordonnée, entre les divisions de campagne et les divisions mécanisées, dont les missions et les moyens au début étaient bien distincts.

En janvier 1982, la *NZZ* relevait avec raison que l'armée suisse tout entière était devenue une sorte de ligne Maginot, dans l'esprit et sur le terrain. L'image est heureuse; elle montre que l'idée de la défense globale, l'insuffisance des moyens mécaniques et aériens, la bureaucratisation croissante, le poids enfin de la société civile, clouent notre armée au sol, mieux que ne sauraient le faire les escadres de l'ennemi.

A LA CROISÉE DES CHEMINS

Si ce constat marque bien une croisée des chemins, en raison des contraintes matérielles et sociales existantes, il faut alors que la réflexion sur le plan-directeur «Armée 90», au lieu d'être freinée, comme elle l'est maintenant, soit au contraire poussée.

L'idée d'un désarmement total n'est pas crédible, car elle reviendrait à nier la réalité des menaces militaires qui nous entourent. Mais une remise en question complète de l'armée, des stratégies dominantes, n'est pas non plus réaliste, car la troupe est aussi une institution sociale et idéologique, qui participe à la société dans son ensemble. Il faudrait une subversion totale de cette dernière, pour que soit bouleversé le cadre de références militaires. Et encore, comme le prouve l'histoire de l'Armée rouge.

QUELLE DISSUASION?

Ces solutions extrêmes écartées, de même que la voie d'une course aux armements dans le sillage

des Grands, qui est hors de nos moyens, c'est à la dissuasion qu'il faudra bien s'arrêter, à ses voies et à ses moyens.

Faire payer à un adversaire le plus chèrement sa peau, c'est l'essence même du conflit.

Mais faire monter les enchères au point qu'il n'ose vous attaquer, c'est une prétention qui n'est peut-être plus à notre portée. Qui ne l'a jamais été en réalité.

DES ESPRITS AVEUGLÉS

Car là aussi il faudrait récrire l'histoire vraie de la dissuasion, qui compte au nombre des mythes fondateurs de notre idéologie nationale, mais qui, lorsque la guerre se déchaînait à nos frontières, a eu parfois encore moins de réalité qu'aujourd'hui.

Mythe rationnel au demeurant, puisqu'il entend expliquer l'inexplicable, soit le fait d'être resté en dehors des grands conflits du XX^e siècle, et justifier peur et privilège, en soi injustifiables. Finalement, cette rationalité du mythe aveugle les esprits. Elle obscurcit la réflexion, qui ne doit relever maintenant que d'arguments militaires et politiques.

LES MOYENS DE LA SUISSE

Le plan-directeur «Armée 90» ne doit pas partir de la question: pour une dissuasion totale, compte tenu des menaces, quel prix payer? Et aboutir ensuite, de compromis en compromis, de résignation en résignation à la force des choses, à un projet trop coûteux pour ce qu'il offre encore. Mais se demander, à partir de ce que nous sommes, des moyens que nous pouvons investir, du prix réel que nous pourrions payer, quelle dissuasion réaliser?

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Magouilles de toujours

«Il y a quelques queues d'ouvrages des années dernières qui ne sont point finies et qui ne finiront point, et tout cela (...) par la confusion que causent les fréquents rabais qui se font dans vos ouvrages, car il est certain que toutes ces ruptures de marchés, manquements de parole et renouvellement d'adjudications, ne servent qu'à vous attirer comme entrepreneurs tous les misérables qui ne savent où donner de la tête: les fripons et les ignorants, et à faire fuir tous ceux qui ont de quoi et qui sont capables de conduire une entreprise. Je dis plus, qu'elles retardent et renchérissent considérablement les Ouvrages qui n'en sont que plus mauvais, car ces rabais et bons marchés tant recherchés sont imaginaires, d'autant qu'il est d'un entrepreneur qui perd comme d'un homme qui se noie, qui se prend à tout ce qu'il peut; or, se prendre à tout ce qu'on peut en matière d'entrepreneur, c'est ne pas payer les marchands chez qui il prend les matériaux, friponner ce qu'il peut, mal payer les ouvriers qu'il emploie, n'avoir que les plus mauvais parce qu'ils se donnent à meilleur marché que les autres, n'employer que les plus méchants matériaux, chicaner sur toutes choses et toujours crier miséricorde contre celui-ci et celui-là (...).

»En voilà assez (...) pour vous faire voir l'imperfection de cette conduite: quittez-la donc et au nom de Dieu, rétablissez la bonne foi, donnez les prix et les ouvrages et ne refusez pas un honnête salaire à un entrepreneur qui s'acquitte de son devoir, ce sera toujours le meilleur marché.» Non, il ne s'agit pas d'une «magouille» contemporaine, mais bien d'une lettre adressée le 17 juillet 1683 par Vauban au marquis de Louvois, le futur bourreau du Palatinat!

J. C.